



Communiqué de presse

Affaiblissement des normes CO2 des voitures : l'accord franco-allemand est une faute historique

Pour publication immédiate - Paris, le 16 octobre 2026

L'accord conclu entre la France et l'Allemagne risque de ralentir le rythme d'électrification du parc automobile et de condamner l'industrie européenne des batteries.

T&E apprend avec consternation l'annonce d'un accord entre la France et l'Allemagne pour affaiblir encore un peu plus les normes CO2 imposées aux constructeurs automobiles. Alors que les prix des carburants n'ont jamais été aussi élevés, et que les voitures électriques battent des records de vente, cette position commune est incompréhensible.

« Cet accord est un renoncement historique, commente Diane Strauss, directrice de T&E France. La France et l'Allemagne abandonnent toute ambition d'avoir une politique industrielle et s'en remettent aveuglément aux constructeurs pour l'électrification des voitures. Ces acteurs privés resteront guidés par des impératifs de rentabilité de court terme sur le moteur thermique. Si cet accord est validé tel quel par l'Union européenne, le rythme d'électrification des voitures ralentirait considérablement, alors même que les Européens plébiscitent déjà cette technologie. »

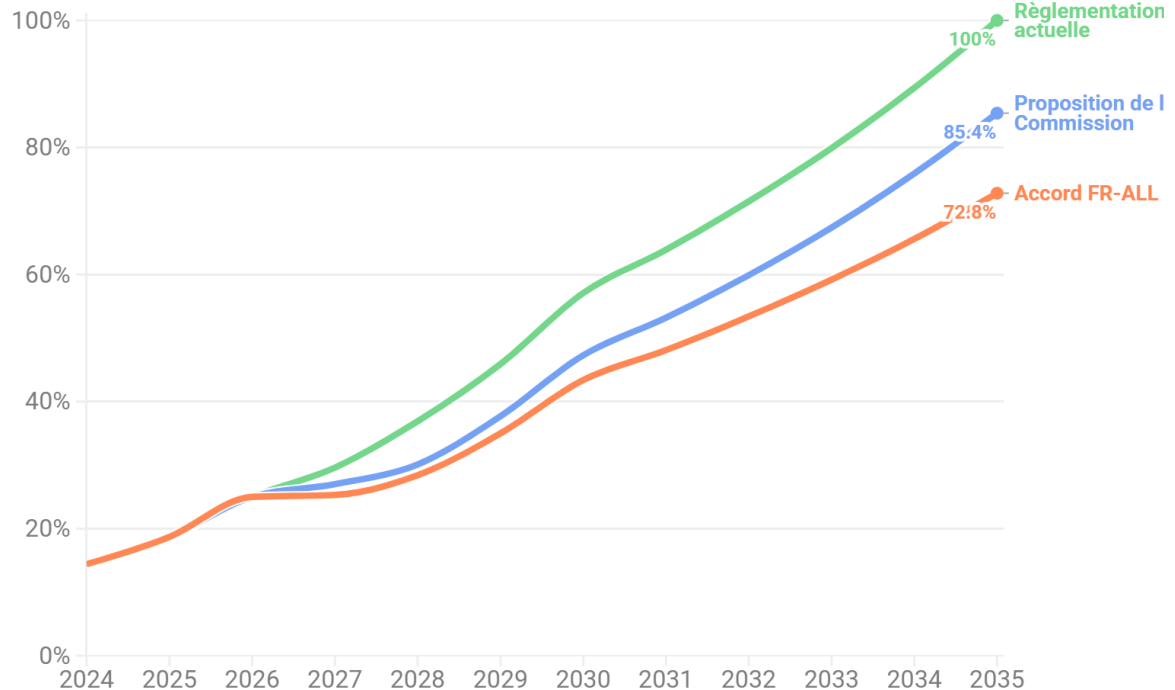
Nos modélisations des conséquences de cet accord montrent plusieurs choses :

- **La trop faible protection de l'industrie européenne des batteries** mettrait en péril 164 GWh de capacité en 2027 et 254 GWh en 2030, soit l'équivalent de 4 à 6 gigafactories d'une capacité de 40 GWh chacune.
- **La part de voitures électriques dans les ventes de voitures neuves atteindrait seulement 43% en 2030 et 73% en 2035.** C'est un affaiblissement considérable de la trajectoire par rapport à la

réglementation actuelle (qui prévoit 100% de voitures électriques neuves en 2035) et même par rapport à la proposition de la Commission.

L'accord franco-allemand ralentirait considérablement l'électrification des voitures

Part de marché des voitures électriques dans l'UE



Source: Modélisation T&E



« C'est une vraie démission de l'Etat stratège. Les batteries européennes, stratégiques pour notre souveraineté, se retrouvent jetées en pâture face à une concurrence internationale déloyale. Les objectifs de contenu local sont trop lointains et ne suffiront pas à sécuriser les investissements. Les constructeurs voudront-ils investir en Europe dans cinq ans, quand la Chine aura continué à nous distancer technologiquement ? Je ne le crois pas » conclut Diane Strauss.

T&E appelle désormais les députés européens et les autres gouvernements de l'Union européenne à rejeter cet accord et à adopter des mesures efficaces « Made in Europe » garantissant une demande pour la production européenne de batteries à partir de 2027.

FIN